

## **Justice - Coopération internationale - Communiqué du ministère de la justice**

(Paris, 22 janvier 2018)

Le 16 janvier 2018, la délégation aux affaires européennes et internationales du ministère de la Justice et l'opérateur Justice Coopération Internationale ont réuni l'ensemble des acteurs de la coopération juridique. Dans un contexte de réforme française de l'expertise technique internationale, Madame Nicole Belloubet, garde des Sceaux, ministre de la justice, a annoncé la stratégie de coopération du ministère de la Justice.

Le savoir-faire français en matière de coopération juridique est reconnu dans le monde. Les sollicitations sont nombreuses et les experts juridiques déployés sur les cinq continents s'imposent comme des acteurs clés de la coopération française. Réforme du droit des contrats valorisée auprès des légistes chinois en quête de sécurité juridique pour les échanges commerciaux ; conventions conclues entre les professions du droit et leurs homologues au Vietnam ; mobilisation de magistrats sur des programmes sur financements européens ou de bailleurs internationaux en Afrique du Nord et Moyen-Orient en matière de lutte contre le terrorisme ou de modernisation de la Justice, sont autant d'illustrations du foisonnement des projets et de la pluralité des acteurs contribuant à l'action internationale en matière de Justice et à la promotion du système judiciaire et juridique français.

Le 16 janvier 2018, Nicole Belloubet, garde des Sceaux, ministre de la Justice a annoncé en ouverture des travaux de la première journée sur la coopération technique internationale, la stratégie de coopération internationale du ministère. En déclinant les priorités thématiques et géographiques, la ministre a mis en exergue les objectifs poursuivis par la stratégie : favoriser l'efficacité et la fluidité de l'entraide judiciaire, consolider la présence et l'influence du droit français, défendre les valeurs et les principes fondamentaux du système juridique français, contribuer à la diplomatie économique portée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et au développement, enrichir le système judiciaire français. La délégation aux affaires européennes et internationales du secrétariat général du ministère de la Justice (DAEI), coordonnatrice de la coopération internationale du ministère, est chargée de mettre en oeuvre cette stratégie avec l'appui de l'opérateur spécialisé en matière de Justice, le Groupement d'intérêt public, Justice coopération internationale (JCI).

Les directeurs d'administration centrale du ministère de la Justice, l'inspection générale de la Justice, les écoles de formation de la Justice (Ecole Nationale de la Magistrature ; Ecole Nationale des Greffes ; Ecoles de l'Administration Pénitentiaire, Ecole Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse), les juridictions, les représentants des professions judiciaires, les opérateurs publics de coopération, les opérateurs de différents ministères et les experts en poste à l'étranger étaient réunis au ministère de la Justice pour cette première journée de la coopération. En amphithéâtre le matin et en atelier l'après-midi, la journée s'est poursuivie par une table ronde sur l'activité internationale des acteurs de la justice en lien avec la stratégie du ministère et des débats fructueux sur les enjeux et les perspectives de la coopération technique internationale en matière de Justice : Quelle coordination pour la

coopération juridique technique ? Quel type de coopération choisir ? Quelle coopération en matière de formation et de lutte contre le terrorisme ? Comment lier coopération et Etat de droit ? Comment recruter des experts ? Comment valoriser notre expertise ? Quels retours pour l'institution judiciaire ? ./.

(Source : site Internet du ministère de la justice)